



C'est dans un nouveau rapport que le département d'Etat américain a une fois de plus accablé le régime de Yaoundé sur la situation des Droits de l'homme au Cameroun en 2017.

Dans ce document de 39 pages, il est clairement indiqué que le Cameroun dans le cadre de la crise anglophone fait un usage disproportionné de la force. Ledit rapport évoque également « les exécutions sommaires et illégales », les « enlèvements » par les forces de sécurité.

Extrait

"Selon plusieurs informations, des agents des forces de sécurité auraient commis des homicides arbitraires et illégaux en recourant à une force excessive dans l'exercice de leurs fonctions. Amnesty International et International Crisis Group ont rapporté que les forces de défense et de sécurité avaient utilisé une force excessive et disproportionnée pour disperser les manifestations dans les régions anglophones du pays, tuant au moins 40 personnes entre le 28 septembre et le 2 octobre.

Le 17 novembre, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé au gouvernement de mener une enquête impartiale et indépendante sur les allégations de violations des droits de l'homme commises pendant et après les incidents d'octobre. Dans la

région de l'Extrême-Nord, les forces de sécurité ont également été accusées de détention au secret, de torture et dans au moins 10 cas de meurtres de partisans présumés de Boko Haram et de l'État islamique (EIL) dans des centres de détention gérés par l'armée et les services de renseignement. le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) et la Direction Générale de la Recherche Extérieure (DGRE).

Les organisations de la société civile et les médias ont généralement blâmé les membres des trois principales forces de sécurité - le BIR, le bataillon d'infanterie motorisée et la gendarmerie - pour les décès. Selon Amnesty International, aucun responsable des forces de sécurité responsable des violations des droits humains documentées dans leurs reportages sur la région de l'Extrême-Nord n'a été tenu responsable en novembre.

L'organisation terroriste Boko Haram ainsi que l'EI-Afrique de l'Ouest ont continué à tuer des civils, y compris des membres des comités de vigilance, et des membres des forces de défense et de sécurité dans la région de l'Extrême-Nord. Selon Amnesty International, Boko Haram a mené au moins 120 attaques entre juillet 2016 et juin 2017, dont 23 attentats suicides, qui ont fait plus de 150 morts parmi la population civile".

Côté gouvernement, l'on affirme que «la situation est normale », à l'exception de « quelques attaques sporadiques » menées par «des terroristes qui viennent et s'attaquent à des forces de défense», selon le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary.

Le gouvernement camerounais avait également répondu que l'armée ne faisait qu'assurer la protection des citoyens et des biens et n'utilisait des armes que lorsque les soldats devaient se défendre. « Toutes les dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels (les séparatistes, NDLR) et faire en sorte que la paix et la sécurité soient sauvegardées sur toute l'étendue du territoire national», a déclaré le chef de l'Etat, Paul Biya, le 30 novembre dernier à son retour d'Abidjan, où il prenait part au 5e sommet Union africaine-Union européenne.